

PARIS (MPE-Média) - Ouvrant la séance des conclusions du débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ce vendredi 29 juin au Conseil économique, social et environnementale (CESE), son Pdt Patrick Bernasconi a adressé au Ministre Nicolas Hulot son souhait d'un partenariat régulier entre leurs institutions avant l'énoncé des premières conclusions que le gouvernement doit examiner avant la fin de l'été.



Face à face, le Pdt du CESE Patrick Bernasconi à gauche à la tribune, le Ministre Nicolas Hulot à droite dans l'hémicycle du Conseil (Ph MPE-Média)

"C'est bien d'une intelligence collective dont il est question ... nous devons trouver entre

nous le mode de dialogue le plus équilibré, pour aborder sans a priori les questions les plus délicates", déclare M. Bernasconi, invitant Nicolas Hulot à "refonder (leur) responsabilité commune" pour "construire un pont entre les citoyens et ceux qui les représentent".

Face à un hémicycle plein le Pdt du CESE cherche à poser les règles d'une véritable pratique d'écoute réciproque entre le gouvernement et son institution. Le débat sur l'énergie, symboliquement, ouvre la voie à d'autres sujets à venir, certains potentiellement plus difficiles à animer.



Ex Pdte de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie puis ministre de l'environnement au sein du gouvernement de Nicolas Sarkozy, Chantal Jouanno faisant face à un autre Nicolas devenu à son tour ministre de l'écologie (Ph MPE-Média)

Prenant la parole à son tour, la Présidente de la Commission nationale du débat public Chantal Jouanno donnant du "cher Nicolas" au ministre de la transition écologique et solidaire a

souhaité que la parole citoyenne, celle des 400 délégués du débat national réunis à la fin du débat sur la PPE à l'Assemblée nationale, soit respectée.

"Ce n'est pas de la parole citoyenne dont nous devons avoir peur, c'est qu'elle ne soit pas écoutée", renchérit-elle à l'issue de ce premier thème mis en débat dans l'ensemble des territoires depuis plusieurs mois, dont les conclusions sont ici présentées. "Soyons clair, le débat doit être un temps où tous les sujets peuvent être mis sur la table, pour débattre, simplement débattre des sujets les plus conflictuels (...) nous avons de grands sujets à discuter aujourd'hui, concernant la PPE, et ensuite d'autres thèmes encore plus complexes", ajoute Mme Jouanno.

Pour rappel, le débat national sur l'énergie aura mobilisé au cours de 92 réunions plus de huit mille français(e)s, dont 600 personnes à Grenoble, 400 à Mâcon, 12 au cours d'un apéro débat dans le Lot, organisé par une élue de l'île-de-France originaire de ce département. 21 collectivités locales, 20 associations, 16 parlementaires et d'autres acteurs ont organisé ces rencontres ensemble.



Nicolas Hulot (au centre du premier rang) vient de lancer successivement un plan national hydrogène et un plan solaire (avec Sébastien Lecornu) - (Ph MPE-Média)

Egalement mené en ligne ce débat sur la PPE a reçu 44 000 visites, enregistré 624 questions, reprises ensuite dans 111 "cahiers d'acteurs" émanant de sources diverses. Le questionnaire is en débat sur 4 enjeux identifiés a reçu 11 058 réponses jusqu'au 27 juin dernier, émanant de 71,7% d'hommes, 56,4% de cadres, 52,6% des répondants "connaissant la PPE", fait remarquer Jacques Archimbaud, qui a présidé l'ensemble des réunions publiques jusqu'à celles du "G 400" réunissant le 9 juin dernier à l'Assemblée nationale 400 habitants tirés au sort dans l'annuaire téléphonique durant 35 000 appels vers toutes les régions.

Drastiques, les conclusions du G400 tiennent en quelques mots : il faut accélérer la transition énergétique, la France étant en retard, peu de citoyens ayant perçu ses enjeux, le Pdt de la commission particulière du débat public PPE Jacques Archimbaud appelant le gouvernement à prendre la mesure de ces manquements, de la distance entre les citoyens "ordinaires" qui paient les factures d'énergie et les décideurs en la matière, privés ou publics.

"Il faut accélérer, et tous les acteurs doivent accélérer ensemble", ajoute M. Archimbaud, précisant que le détail des conclusions du débat national sur la PPE seront rendus publics en septembre prochain. "L'inquiétude est majeure quant à la fiscalité écologique, les petites classes intermédiaires étant les coeurs de cible d'une transition où la demande est claire pour qu'on puisse se réapproprier l'énergie", au même titre que les sujets eau et déchets.

Quant au nucléaire qui "n'a pas tenu dans ce débat la place que l'on prédisait", note Jacques Archimbaud, il ressort que le texte de la PPE "devrait comprendre des mesures claires de fermetures de réacteurs et de propositions aux salariés (...) et des arbitrages cohérents avant d'aller plus loin en laissant le nucléaire mourir tout seul".



<https://www.debatpublicsolidaire.com/>

AU COEUR DES MATIERES PREMIERES ET DE L'ENERGIE AVEC WWW.M